

Violences et domination, le côté obscur de la famille



Gaëlle Krikorian

Les affaires de violences sexuelles à retentissement national et international se succèdent. Des viols de Mazan à l'affaire Epstein, elles choquent et bouleversent, s'immiscent dans l'existence de tout un chacun au travers de l'actualité. Elles exposent brutalement des pratiques qui, par leur répétition ou le nombre de personnes qu'elles impliquent, nous paraissent presque impensables. Les individus responsables, prédateurs sexuels qui font irruption dans notre quotidien, prennent l'allure de figures extraordinaires, mais derrière ces faits, il y a des rapports de pouvoir et des dynamiques sociales qui renvoient à une domination masculine ordinaire, un système d'exploitation en place. Il s'agit d'un problème social, qu'il nous faut penser en tant que tel.

Questionner les institutions et leur fonctionnement est indispensable et impose d'agir : former dans la police, dans la justice, pour assurer l'accueil des victimes et le traitement des plaintes, renforcer les moyens pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles, assurer l'accompagnement des victimes, leur protection.

Mais chercher à comprendre les mécanismes en jeu, dans la banalité et l'intimité de nos existences, là où se logent les rapports de domination, est aussi d'une grande utilité. C'est ce que nous propose la revue *Actes de la recherche en sciences sociales*, en nous invitant, dans son n° 260 (Le Seuil, 2025), à regarder le « côté obscur de la famille ». Ce lieu de l'espace domestique, des premières expériences de socialisation (de genre, de classe, de race), est à la fois reflet et reproducteur de l'ordre social. La famille, où s'exerce et s'expérimente la domination, est ici prise comme « entité politique » à la fois « historiquement située, socialement instituée, et matériellement dépliée ».

Rendre visibles les mécanismes

Les recherches présentées mobilisent une approche de sciences sociales critique pour porter un regard nouveau sur ce sujet. Réinvestissant les objets d'étude travaillés par les points de vue féministes et matérialistes, elles saisissent le droit, l'argent, mais aussi la gestion et la répartition de l'espace et du temps. Et proposent une analyse des rapports de domination dans l'institution familiale à partir de sources nouvelles, très différentes les unes des autres. La violence, dont les statistiques ont montré qu'elle s'exprimait en premier lieu dans le cadre familial, y est rendue visible et analysée.

Marion Gaboriau et Eve Meuret-Campfort ont notamment mené une étude qualitative auprès de personnes âgées en perte d'autonomie et des aides à domicile qu'elles emploient. Leur travail montre de quelle façon l'entrée dans l'espace du foyer de personnes extérieures, chargées de laver, cuisiner, soigner, questionne, voire concurrence les rôles de membres de la famille. Mais aussi comment cette présence peut limiter l'inversion des rapports de pouvoir avec les enfants, en redonnant du contrôle aux personnes âgées.

S'appuyant sur les conclusions d'une enquête statistique et qualitative, Angèle Jannot et Chloé Pariset analysent le patrimoine que les personnes déclarent détenir et ce qu'elles possèdent selon le droit. Et ce que traduit la différence entre les deux : l'appropriation symbolique par les hommes en couple hétérosexuel du patrimoine détenu légalement en commun est d'autant plus forte que ce patrimoine est important et qu'ils sont dans des positions socio-économiques supérieures à celles de leur conjointe.

Dans un entretien, Dorothée Dussy, anthropologue et directrice de recherche au CNRS, revient sur son étude de l'inceste et la façon dont il contribue à organiser une distribution des rôles qui structure toute la société. Cette violence socialise à la peur et nourrit l'acceptation de la domination et de la soumission. Rendre visibles ces mécanismes est un enjeu politique, pour nous permettre en tant que société de les objectiver et de les remettre en question.

Gaëlle Krikorian

Sociologue indépendante